Les femmes républicaines et la place de la femme turque dans la société d'aujourd'hui : statut juridique et politique

Sirin TEKELI

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/557>

DOI : 10.4000/cemoti.557

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1996

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Sirin TEKELI, « Les femmes républicaines et la place de la femme turque dans la société d'aujourd'hui : statut juridique et politique », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 21 | 1996, mis en ligne le 04 mai 2006, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/557> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.557>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Les femmes républicaines et la place de la femme turque dans la société d'aujourd'hui : statut juridique et politique

Sirin TEKELI

- 1 Quelques remarques préalables sont nécessaires. Politologue et universitaire, je démissionnais de l'université en 1981, en raison de la loi-cadre des universités que j'estimais antidémocratique. Cela signifie que mes propres travaux sur le statut et la participation politique des femmes turques sont déjà anciens. En revanche, après avoir quitté l'université, j'ai pris une part active au mouvement féministe qui s'est formé dès 1982, et j'essaierai de rapporter ici ce que fut mon expérience.
- 2 Je broserai d'abord un tableau historique sommaire de la période républicaine (1923-1993), en mettant l'accent sur ce que le mouvement des femmes a fait ou sur ce qu'il ne pouvait plus faire, par rapport à l'époque précédente (voir l'article de Mme Basbugu-Yaraman). Puis je m'attacherai plus particulièrement à décrire la place des femmes dans la vie politique ; enfin dans la dernière partie, je tenterai quelques conclusions, après avoir énuméré quelques-uns des problèmes qui se posent actuellement au mouvement des femmes en Turquie.

La République et le mouvement des femmes

- 3 Il faut d'emblée souligner le fait que, pour les femmes turques, le concept de "mouvement des femmes" est tout récent. C'est surtout à la lumière de la nouvelle prise de conscience féministe des années 80 que nous avons commencé à regarder d'un œil différent notre propre histoire pour redécouvrir l'existence d'un impressionnant mouvement des femmes ottomanes. Car, pendant plus de cinquante ans, au cours de la période républicaine, la plupart des femmes, y compris les intellectuelles et les scientifiques, ont été amenées à croire en une idée forgée par les fondateurs de la nouvelle République, à savoir que les femmes turques avaient accédé à un statut d'égalité avec les hommes, non pas grâce à leurs propres luttes, mais uniquement grâce

à la reconnaissance de ces droits par le fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk.

- 4 Il est difficile de savoir si cette référence répétitive à Atatürk avait pour but, plus ou moins explicitement, d'intimider les milieux réfractaires aux droits des femmes. Mais il est certain que l'une des implications de cette idée motrice était la suivante : si les femmes se sentent opprimées et victimes de discrimination malgré tous les droits qui leur sont accordés "par le haut", c'est de leur faute car elles n'ont pas lutté pour leurs propres droits. Or, comme le montre A Basbugu-Yaraman, cela ne correspond pas à la réalité. Bien avant la fondation de la République, un certain nombre de nos grands-mères avaient déjà lutté pour améliorer leur statut et gagner une place dans la vie sociale et politique du pays.
- 5 La période républicaine compte deux réformes importantes concernant directement les femmes, mais les études manquent sur les circonstances de leur adoption.
- 6 La première réforme, d'une importance primordiale, fut l'adoption du Code civil turc en 1926, qui définit le statut juridique de la femme. C'était une traduction plus ou moins fidèle du Code civil suisse de l'époque. Ce choix semble avoir été motivé par le fait que la Suisse, pays neutre et ami, se trouvait dans une position politique plus acceptable que les autres pays occidentaux qui avaient été les ennemis de la Turquie pendant la Première Guerre mondiale et la Guerre d'Indépendance. Mais une autre raison de ce choix semble être le fait que le Code suisse était à l'époque le code le plus récemment révisé et le plus moderne de l'Europe occidentale (1912). Cela s'accordait bien avec l'un des buts affichés de la jeune République, à savoir rattraper le niveau le plus avancé de la civilisation occidentale. Ainsi la Turquie, pays musulman et oriental, faisait un choix stratégique en adoptant un système juridique occidental pour régir les relations quotidiennes entre les hommes et les femmes.
- 7 Le Code civil, dans sa première partie, les "Droits des personnes", reconnaît la femme comme un être à capacité juridique entière et donc l'égale de l'homme. Mais dans la deuxième partie, le "Droit de la famille", qui régit le mariage, le divorce, les droits parentaux et le régime matrimonial, le statut de la femme mariée redevient un statut "à capacité juridique limitée" par le fait que le Code établit dans son article 152 un système familial hiérarchique où le mari, en tant que "chef de famille" occupe une place privilégiée, la femme n'étant qu'une subordonnée.
- 8 Les articles 153-159 définissent divers aspects de ce statut : la femme doit acquérir le nom de famille de l'homme (perte d'identité), doit habiter au domicile choisi par lui (limitation de la liberté de mouvement), on lui attribue le rôle d'assistante du mari, et les rôles mutuels des époux sont basés sur la division du travail selon le sexe; que subvenir aux besoins de la famille revient à l'homme, tandis que la femme est responsable des activités ménagères. Enfin, pour travailler en dehors de la maison, la femme mariée a besoin de l'autorisation de son mari. Ce dernier article, l'article 159, a été le seul article que le mouvement féministe contemporain ait réussi à faire abroger.
- 9 Il semble donc tout à fait justifié de qualifier ce système de "patriarcal", bien qu'il représente un progrès indéniable par rapport à la situation de la femme sous la Charia, la loi de l'ancien régime. Il est intéressant de noter que tout en adoptant le Code suisse, le législateur républicain a apporté certaines modifications, notamment en ce qui concerne le régime matrimonial. En effet, dans le Code suisse, le système ordinaire est la communauté de biens, alors que le législateur turc a opté pour le régime de propriété séparée des époux comme système ordinaire. C'est une survivance de l'ancienne loi

religieuse qui reconnaissait le droit de la femme à posséder ses propres biens. Juridiquement parlant, ce régime était à l'avantage de la femme, tant qu'elle avait des biens qui lui venaient de sa propre famille, mais concrètement, il n'était pas significatif. Car la plupart des familles, notamment les familles rurales, prenaient leurs précautions afin d'éviter l'éparpillement de la propriété foncière et excluaient souvent les filles de l'héritage. Ainsi, selon les données les plus récentes, la part des femmes dans la propriété privée des biens immobiliers est de l'ordre de 7 à 8 % dans les villages et de l'ordre de 12 à 13 % dans les villes.

- 10 Comment le "mouvement des femmes" de l'époque a-t-il réagi à ce code ? A la fin de la Guerre d'Indépendance, le mouvement des femmes était encore assez organisé et actif. En 1923 en effet, bien avant la formation du Parti républicain du peuple (le parti d'Atatürk) qui allait devenir le parti unique du régime, les femmes avaient exprimé le désir de former leur propre parti politique. Mais cette demande fut rejetée par les dirigeants qui alléguèrent que, dans la mesure où elles n'étaient pas encore citoyennes, elles ne pouvaient pas former de parti et qu'elles devraient créer une association. Elles durent s'incliner et formèrent l'Union des femmes turques.
- 11 Quelques-unes de leurs leaders les plus éminentes faisaient encore partie de l'élite dirigeante comme Halide Edip Adivar. Ces femmes exigèrent l'abolition de la polygamie et le droit de divorcer jusque-là réservé uniquement au mari selon la Charia. Or, l'élite dirigeante ne voulant pas que les femmes s'expriment publiquement, le mouvement des femmes s'inclina une deuxième fois. On a le sentiment que la jeune République, tout en voulant reconnaître un statut avancé aux femmes, ne souhaitait pas qu'elles fissent elles-mêmes de la politique.
- 12 La deuxième réforme essentielle concernant le statut juridique des femmes, à savoir l'égalité dans la citoyenneté, s'est faite en deux étapes : 1930 et 1934. La présidente de l'Union des femmes turques de l'époque, Nezihe Muhiddin, avait assigné comme objectif à l'association la lutte pour le droit de vote et l'éligibilité. Toutefois, lors des élections de 1927, la campagne lancée dans ce sens par l'association fut censurée par le gouvernement d'Ankara qui pensait que le temps n'était pas encore venu pour leur accorder ce droit.
- 13 En 1930, la République tentait une seconde fois de démocratiser le régime par la formation d'un parti d'opposition, mais l'expérience du Parti Libre fut un échec. C'est sans doute pour compenser cet échec que les dirigeants décidèrent de reconnaître aux femmes le droit de vote aux élections locales, mesure démocratique qui permettait l'élargissement du corps électoral. Le fait que la République était un régime à parti unique et de nature autoritaire lui attirait des critiques de l'intérieur comme de l'extérieur. Il me semble que c'est en grande partie pour désamorcer ces critiques, notamment celles qui venaient de l'extérieur, pour montrer au monde que le régime turc était différent du fascisme alors croissant, qu'Atatürk a saisi l'occasion d'accorder aux femmes la citoyenneté en 1934, soit un an après l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne.
- 14 En 1935, lors des premières élections qui suivirent la modification constitutionnelle, 18 femmes députées furent élues à l'Assemblée Nationale. Elles représentaient 4,5 % du Parlement et ce pourcentage est bien supérieur à celui des femmes élues dans les pays démocratiques comme la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Canada etc. Dans la mesure où il ne s'agissait pas d'élections libres mais d'une sorte de cooptation selon les critères déterminés par les hauts dirigeants, cet acte et ce pourcentage élevé ont à mon

sens une signification symbolique en ce qui concerne le régime, mais ils n'ont pas de signification politique réelle.

- 15 En effet, une fois que les femmes eurent servi les intérêts du régime grâce au nouveau statut qui leur avait été accordé, l'Union des femmes turques (la seule association politique des femmes) fut réprimée. En avril 1935, l'Association internationale pour le suffrage des femmes tenait son congrès à Istanbul à l'invitation de l'Union des femmes turques. Une délégation internationale impressionnante participait au congrès. Lady Astor, par exemple, la première femme à entrer à la Chambre des Communes, représentait l'Angleterre, et la France était représentée par Mme Brunschwig, présidente de la Ligue des droits des femmes. La mission de l'Union était de faire connaître et de célébrer le statut de la femme moderne en Turquie, alors présumée l'égale de l'homme, tandis que les membres des autres délégations turques, d'une part avaient d'autres buts à poursuivre, tels que la protection de la paix, et étaient d'autre part quelque peu sceptiques quant à la réalité de l'image que les femmes turques voulaient donner. Il semblerait que leurs craintes aient été justifiées car deux semaines après la fin du Congrès, l'Union des femmes turques décida (apparemment sous la pression de l'élite dirigeante) de se dissoudre. Dans le communiqué final il était dit que : "Étant donné que les femmes turques ont accédé pleinement au statut d'égalité avec les hommes, l'Union n'a plus de raison d'exister. Leurs membres peuvent continuer à travailler dorénavant, si elles le désirent, dans des associations de bienfaisance". La dernière phrase me semble extrêmement significative car elle indique clairement que l'élite dirigeante ne voulait pas que les femmes soient actives politiquement, notamment dans une organisation autonome, indépendante du parti unique.
- 16 Ainsi s'acheva la première phase de l'histoire du mouvement des femmes. De 1935 à 1949 il n'existait aucune association de femmes ayant des buts féministes. A partir de 1949, les femmes recommencèrent à former des associations ou d'autres groupements, mais la plupart d'entre elles n'étaient que des filiales d'organisations internationales telles que l'Association des femmes diplômées d'université ou l'Organisation des femmes professionnelles, etc. Il faudra attendre le milieu des années 70 pour que les femmes commencent à s'organiser au sein d'associations de la mouvance marxiste dont l'objectif principal n'était certes pas l'amélioration du statut de la femme. Leur but était plutôt de mobiliser les femmes des classes ouvrières pour œuvrer à la révolution socialiste.
- 17 Pour qu'une nouvelle conscience féministe apparaisse, il fallut attendre les années 80, période sur laquelle je reviendrai dans la dernière partie de cet article.
Les femmes dans la vie politique
- 18 Ainsi, les femmes turques ont le droit de vote et d'éligibilité depuis 1934 et le 5 décembre 1994, les organisations des femmes kémalistes ainsi que l'État ont célébré le 60^e anniversaire de cette importante réforme juridique. Mais qu'en est-il de la situation réelle quant au partage du pouvoir politique entre les hommes et les femmes ?
- 19 Il faut tout d'abord remarquer que depuis 1934, seulement 90 femmes ont été élues aux 124 mandats parlementaires dont 49 pendant la période 1935-1950, 49 pendant la période 1950-1980 et 26 pendant la période 1983-1994. Cette périodisation sommaire montre que c'est dans la première période, c'est-à-dire pendant la période du parti unique et non démocratique que le nombre ainsi que le pourcentage des femmes fut le plus élevé. Ensuite, ayant perdu leur rôle symbolique, elles ont également perdu la part qui leur était réservée en nombre et en pourcentage. Ce pourcentage est monté à 3 %

dans la 17^{ème} Assemblée Nationale élue en 1983, mais ce n'est pas le signe d'un progrès car le nombre de femmes élues est retombé respectivement à 6 et 8 dans les Assemblées ultérieures.

- 20 En revanche, en juin 1993, la Turquie est gouvernée par un Premier ministre femme. Avant l'accès d'une femme au pouvoir suprême, 5 femmes seulement avaient servi - généralement pour des délais assez brefs, dans différents gouvernements (T. Akyol, N. Neftçi, I. Aykut, G. Ileri, T. Çiller, Ö. Alpago.). La première femme ministre avait servi dans un gouvernement extraparlémentaire et exceptionnel, formé après le coup d'état militaire de 1971. La première femme ministre élue fut Mme Aykut qui servit dans les gouvernements successifs de M. Özal et du parti de la Mère-Patrie à partir de 1983. Nommée Premier ministre en 1993, Mme Tansu Çiller, avait été nommée ministre chargé de la coordination économique dans le gouvernement de coalition formé par M. Demirel en 1991. Dans ce gouvernement ainsi que le précédent, le Ministère d'État chargé du statut de la femme fut occupé par une femme, désignée à ce poste en dehors du Parlement.
- 21 Je ne crois pas que le fait d'avoir un Premier ministre femme change beaucoup la situation des femmes, à court terme ; ni vis-à-vis du pouvoir politique, ni dans la société en général dans le sens d'une amélioration. On peut même dire que c'est le contraire, bien que son arrivée au pouvoir ait provoqué un sentiment de joie parmi les femmes. D'ailleurs il ne serait pas faux de dire que l'accès de Mme Çiller à la présidence de son parti avait été déterminé par un calcul électoral qui prévoyait qu'elle serait la seule candidate susceptible de mobiliser le vote des femmes et des jeunes en faveur du Parti de la Juste Voie aux élections suivantes. En effet, vers la fin des années 1980, presque tous les sondages d'opinion et recherches montraient que les électrices commençaient, pour la première fois, à avoir une préférence politique différente de celle de leurs maris. Les sondages montrent par ailleurs que les électrices font plus confiance aux femmes et désirent voir davantage de femmes à des postes de pouvoir, contrairement aux hommes qui semblent persister dans leur traditionnelle attitude patriarcale et "machiste".
- 22 Je dois avouer le plaisir que j'ai eu à voir une femme blonde, jeune et élégante s'adresser à une multitude de députés "moustachus et machos", alignés comme des élèves en face d'elle pour l'écouter silencieusement, avec une expression d'incrédulité sur le visage. Je crois par ailleurs qu'à long terme, cette image télévisée aura un effet subversif, indépendamment du succès ou de l'échec de Tansu Çiller en tant que Premier ministre.
- Le mouvement des femmes contemporaines
- 23 Que s'est-il donc passé dans les années 80 en Turquie, pour qu'une femme puisse forcer les portes de la forteresse la mieux protégée du pouvoir masculin ? Pour répondre à cette question, il faudrait certainement regarder de près les données statistiques qui traduisent les changements de la société turque au cours de ces dernières années, et insister sur l'élévation du niveau d'éducation, l'accès au travail, la professionnalisation, etc., des femmes. Un autre phénomène, de nature différente, me paraît significatif non pas d'un point de vue statistique mais qualitatif : il s'agit de la réapparition du mouvement féministe dans les années 80.
- 24 Le mouvement a débuté à Istanbul en 1982 dans des conditions difficiles, compte-tenu de l'existence d'un régime militaire sévère qui avait mis fin à toute activité politique en septembre 1980. Mais paradoxalement, le coup d'Etat militaire a facilité la prise de

conscience d'un groupe de femmes issues des milieux intellectuels de gauche qui ont découvert l'oppression des femmes dans la réalité, en contradiction avec le discours lénifiant de l'égalité juridique qu'on entendait depuis un demi siècle.

- 25 Ces femmes ont formé des petits groupes, elles ont lu et analysé la nouvelle littérature féministe occidentale et ont lancé un débat sur les problèmes des femmes, pour la première fois, indépendamment d'autres questions telles que le nationalisme, le libéralisme ou le socialisme, qui avaient marqué le débat féministe dans des périodes antérieures.
- 26 Les féministes ont commencé à s'adresser à la société à travers les journaux et les revues, et certaines actions qu'elles ont organisées à partir de 1985 ont fait quelques remous. La première action mise en place en 1986 fut une campagne de pétitions pour demander l'application immédiate de la Convention internationale des Nations unies contre toute discrimination envers les femmes, signée et promulguée par le Parlement turc en 1985. En 1987, les groupes féministes ont organisé à Istanbul une manifestation dans la rue pour protester contre l'hypocrisie de la société quant au problème de la violence domestique. D'autres questions, concernant le corps de la femme opprimé par le harcèlement sexuel sur les lieux de travail ou par le viol, ont fait l'objet de différentes manifestations en 1989.
- 27 Finalement, les féministes ont obtenu leur premier succès réel en contraignant le Parlement à abolir l'article 438 du Code Pénal, article extrêmement discriminatoire à l'égard de leur sexe (La peine encourue en cas de viol ou d'enlèvement est diminuée de deux-tiers lorsqu'il s'agit d'une femme prostituée). Six mois plus tard, l'article 159 du Code Civil a été aboli par la Cour Constitutionnelle sans qu'il soit nécessaire de descendre à nouveau dans la rue. En 1993, toutes les organisations de femmes ont lancé une campagne pour obtenir la modification du Code de la famille dans un sens plus égalitaire ; 100 000 signataires ont demandé au Parlement d'abroger les articles du code inspirés de la mentalité patriarcale du début du siècle.
- 28 Bien entendu, les problèmes dont s'occupe le mouvement des femmes ne se limitent pas aux quelques questions que je viens d'évoquer. Mais ce qui est important, c'est que les femmes ont commencé à prendre conscience des divers problèmes qui leur sont propres du fait de leur appartenance sexuelle et qu'elles s'organisent en tant que groupe d'intérêt autonome.
- 29 Aujourd'hui, le mouvement des femmes est sans doute le mouvement le plus démocratique de la société turque, de par son mode d'organisation plurielle, avec ses multiples associations, organisations, fondations et comités *ad hoc*, et sa diversité idéologique, où les groupes islamiques côtoient les féministes de diverses tendances, y compris les féministes dites kémalistes. Il faut également rappeler que dans la plupart des organisations, (associations écologistes, associations de consommateurs, associations de protection des animaux ou de réhabilitation des maisons anciennes) les membres et même les dirigeants sont en majorité des femmes, et que l'inquiétude causée par le succès du parti islamiste Refah aux élections municipales de 1994 a mobilisé une population féminine nombreuse autour du thème de la protection de la démocratie. Bref, il faut reconnaître que les femmes représentent la force motrice de la modernité et qu'elles portent en elles l'avenir du pays.

RÉSUMÉS

La période républicaine a eu des effets importants sur la situation des femmes turques dans le domaine juridique et politique. L'apparition des femmes dans la vie politique contemporaine coïncide avec la réapparition du mouvement féministe dans les années 1980.